

Roularta à GEE : casse à tous les étages

Près d'un an après la prise de contrôle de Groupe Express-Expansion (GEE) par Roularta, le bilan est accablant. Des dizaines d'emplois supprimés, des rédactions anémiées, une politique salariale atone (hormis, dans l'opacité, quelques « récompenses » individuelles, ici ou là), des budgets en peau de chagrin, à tel point que les rédactions n'ont plus les moyens de faire correctement leur travail, ce qui se répercute sur la qualité des « contenus ». Nouveau régime ? Surtout, régime !

L'entreprise de démolition ne se traduit pas seulement dans les chiffres. Chacun peut relever un autoritarisme croissant dans les relations sociales, des violations assumées du droit du travail, comme la limitation unilatérale de délai d'exercice de la clause de cession ; des mesures vexatoires, telle la suppression de la médaille du travail ; la négation des métiers, qualifications et compétences, à l'image des rédacteurs, déjà en sous-effectifs, « invités » à travailler en plus pour les sites Web et l'affaiblissement sans précédent des rédactions techniques, avec en ligne de mire la fusion des services SR et Révision à *L'Express*.

A la source de ce désastre : l'ob-

Non à la retraite au rabais !

L'Etat accorde depuis longtemps un abattement de 30 % sur certaines cotisations sociales des salariés journalistes. Le Groupe Express-Expansion est l'une des rares entreprises qui ont décidé, il y a quelques mois, d'appliquer cet abattement aux retraites complémentaires des journalistes. La cotisation moindre concernant aussi bien l'employeur que le salarié, le groupe fait une économie substantielle, tandis que chaque journaliste a connu mécaniquement une augmentation de son salaire net. Mais le revers de la médaille, c'est pour chaque journaliste une amputation significative de sa future retraite. Selon les chiffres du SNJ sur le plan national, les pensions moyennes seraient diminuées au minimum de 90 euros par mois.

Dès 2006, les élus SNJ ont levé ce lièvre au CE. Attachés à la retraite par répartition, ils demandent que chaque salarié concerné puisse choisir entre des cotisations abattues (et donc des retraites moindres) ou non. Mais la direction refuse de revenir sur ce fait accompli, et les autres syndicats proposent plutôt de mettre en place un système par capitalisation.

Le SNJ demande qu'une attestation annuelle soit remise à chaque journaliste, qui choisira alors des cotisations sociales abattues ou non conformément à l'accord d'entreprise signé en 2003.

**Avec le SNJ, je défends ma retraite intégrale.
En 2007, je choisis de cotiser à 100 %.**

jectif de Roularta d'obtenir plus de 10 % de rentabilité d'ici à 2008. Le SNJ ne se contente pas de dénoncer les conséquences de cette poli-

tique. Il condamne et s'oppose à la cause : la goinfrerie financière de Roularta, suicidaire à terme pour l'entreprise.

Le mélange des genres continue

Le directeur de la rédaction de *L'Express* a invité la semaine dernière tous les journalistes à se rendre dans les points de vente afin de remplir un questionnaire sur les ventes du titre (il est aussi conseillé d'enrôler « parents et amis »...). Un tirage au sort distinguera cinq des « questionnaires », les « enquêteurs » étant « récompensés de quelques cadeaux » !

Cette initiative est d'abord insultante pour les salariés du service des ventes. S'ils ont besoin de renfort, il faut, au lieu de faire appel à d'autres personnels qui n'ont pas leurs compétences, renforcer leurs effectifs et leurs moyens. Ensuite, signée d'un journaliste, elle est révélatrice d'une évolution : après le journaliste en toque (publicité pour une marque d'électroménager, dans *Lire*, septembre 2006), voici le journaliste inspecteur des ventes ! Bien entendu, le Code du travail et la convention collective protègent les journalistes des tentatives de leur faire exécuter des tâches sans rapport avec leur métier. Il est plus que temps de donner à tous les salariés de cette entreprise les moyens de faire leur travail correctement, dans le respect des compétences des uns et des autres !

Le SNJ, première organisation de la profession, rédacteur de la Charte de déontologie de référence, appelle tous les journalistes à ne prendre part en aucune façon à ce type d'opération.

Travailler plus... à moins et moins bien

Après le dégraissage de la rédaction, le démantèlement du plateau technique de *L'Express* est à l'ordre du jour. Audit du service photo, flou artistique à la maquette, et, dès septembre, « réunion » du SR et de la révision, réduction jusqu'à leur suppression des renforts de piges ainsi que le passage d'un poste et demi de la révision (qui a perdu un poste) au SR (qui lui-même a déjà perdu trois postes). Sous-effectifs, lecture unique de la copie et survol des pages montées : la dégradation des conditions de travail et une moindre qualité du contenu sont donc garanties, sauf si le plateau technique et la rédaction se mobilisent pour exiger l'arrêt de toute suppression de poste.